

Les délais pour passer un scanner vont être divisés par 2

L'hôpital a investi dans une nouvelle machine qui va monter progressivement en puissance

Lorsque Jean-Yves Le Quellec, le directeur de l'hôpital du Pays salonnais, a pris ses fonctions il y a près de trois ans, il a, d'emblée, été interloqué. Comment un hôpital tel que celui de Salon, avec un territoire aussi vaste et un taux de passage aux urgences (45 000 par an) aussi élevé que celui de l'hôpital Nord à Marseille, peut-il fonctionner avec un seul scanner? "Beaucoup estimaient que c'était trop cher, que c'était compliqué, qu'on n'avait pas assez de place dans l'hôpital ou que les autorités de tutelle ne s'intéressaient pas à la question, rappelle Jean-Yves Le Quellec. Rien de tout cela ne tenait la

700 000€

Le coût du scanner, un investissement amorti sur 7 ans.



Le scanner a nécessité un investissement important mais il sera rapidement amorti et va permettre de raccourcir considérablement les délais d'attente pour les patients.

/PHOTO SERGE GUÉROULT

route. Nous avons opté pour un changement complet de stratégie et de nos priorités. En tête, nous avons placé le renouvellement du scanner existant et l'achat d'un second".

Quelques mois plus tard, le nouveau scanner a enfin été inauguré. C'était jeudi devant un parterre de personnalités, dont Philippe De Mester, le directeur général de l'Agence régionale de santé (ARS) qui, au même titre que le directeur de l'hôpital, avait aussi trouvé la situation incongrue. D'autant que, comme le souligne encore Jean-Yves Le Quellec, "la demande des urgentistes était forte et ne tourner qu'avec un seul scanner était un non-sens économique". Surtout, la demande est telle que les délais d'attente pour les patients devenaient insupportables. "Cer-

tains portaient ailleurs parce que nous étions à plus de 6 semaines de délais" s'alarme M. Le Quellec. Ce temps-là est révolu. Ou presque. Parce que lorsque le second scanner aura atteint son rythme de croisière, d'ici décembre, le délai pour passer un examen de ce type à Salon va chuter à "15 jours-3 semaines". Pour les patients et les médecins, c'est une véritable révolution d'autant que ce scanner de dernière génération est particulièrement performant et permet d'obtenir des images d'une incroyable précision. De surcroît, le partenariat monté entre les radiologues privés et l'hôpital public a permis à l'ARS d'adouber ce projet dont l'investissement se monte à 1,470 million d'euros (dont 770 000 pour la seule machine) mais sera amorti rapidement.

"Ce n'est pas un luxe, a souligné le docteur Ali Mofredj, président de la commission médicale de l'établissement. Nous sommes heureux mais on essaie de faire d'un studio un F7. On pousse les murs, les plafonds nous tombent sur la tête, les urgences sont sous tension. Il devient difficile de travailler dans cet environnement". Avec son humour habituel, Nicolas Isnard, le maire, a apostrophé le directeur général de l'ARS. "Lorsque j'ai rencontré le président Macron, il m'a dit "et votre projet d'hôpital, il avance?" Je lui ai répondu qu'il avancerait plus vite s'il venait nous voir". Rappelons que le député Jean-Marc Zulesi a, de son côté, interpellé à plusieurs reprises le ministre et l'ARS sur la vétusté de l'hôpital et la nécessité d'obtenir à la fois des crédits

(ce qui fut fait) pour pallier l'urgence et acheter du matériel.

Pour Philippe de Mester (ARS), l'occasion était belle de confirmer alors que le futur hôpital salonnais était sur de bons rails. "Lorsque j'ai visité votre hôpital il y a deux ans, j'ai eu un choc de constater l'état de ce bâtiment. J'ai immédiatement convenu qu'il fallait qu'on avance sur ce dossier. Il faut, aujourd'hui, finaliser ce projet de village de santé alliant public et privé novateur. Nous serons au rendez-vous si les coûts globaux sont raisonnables. Si l'on veut aboutir, il faut que chacun soit conscient que les coûts doivent être maîtrisés". Et le DG de l'ARS de conclure qu'en "desous de 100 millions d'euros, c'est moi qui décide. La balle est dans votre camp".

Stéphane ROSSI



En chiffres

En tant qu'établissement de référence au sein d'un secteur sanitaire de 170 000 habitants, avec une activité de court séjour médicale, chirurgicale et obstétricale significative, et plus de 40 000 passages aux urgences chaque année, l'hôpital dispose d'un plateau d'imagerie complet (scanner, IRM, radiologie, échographies...) mais l'équipement existant, avec plus de 14 500 examens et 20 000 forfaits techniques réalisés annuellement avec des délais de RDV dépassant les 6 semaines, arrivait à saturation. Tout en diminuant fortement les délais d'attente, cet appareil va permettre dans le contexte Covid actuel (ou d'une autre crise sanitaire dans le futur), de mieux réguler les flux en séparant les patients. Un matériel de ce niveau technologique représente une enveloppe annuelle de location maintenance d'environ 110 000 euros à dérouler sur une période de 7 ans, soit 770 000 euros. L'investissement total (équipement et travaux) est de l'ordre de 1 470 000 €.